

-- Présidentielle 2017 --
« La France des Petits patrons »

Les inégalités et la précarité au cœur de la société française

Tout au long de cette année pré-électorale, le baromètre des TPE de Fiducial réalisé par l'Ifop proposera des études sur des sujets considérés par les 3,2 millions de dirigeants de TPE comme des enjeux de la prochaine campagne présidentielle.

La première étude est consacrée aux inégalités et à la précarité. Suivront des enquêtes sur les impôts et la dette, la sécurité et l'immigration, l'emploi et la croissance

Paris, le 26 mai 2016 – Dans l'enquête réalisée par l'Ifop pour Fiducial « La France des petits patrons », les dirigeants portent un jugement sans concession sur la société qu'ils estiment injuste et divisée. Les inégalités sont légion et la précarité gagne du terrain. Et ce ne sont pas les nouvelles formes de travail qui semblent en capacité d'inverser la tendance.

Des inégalités de traitement sur tous les fronts

Pour la quasi-totalité des chefs d'entreprise (88 %), les inégalités ont augmenté en France ces dix dernières années. Le pouvoir d'achat est le domaine le plus porteur d'inégalité (87 %). Il est suivi par l'accès au logement (77 %), à l'emploi (77 %) et à la justice (68 %).

Le baromètre des TPE fait également état de fortes inégalités entre catégories sociales. Les inégalités entre les salariés du secteur public et ceux du privé sont jugées les plus importantes (79 %). Viennent ensuite les différences de traitements entre les Français et les immigrés (76 %), entre les hommes et les femmes (67 %) puis entre les retraités et les actifs (61 %).

Certes, 62 % des petits patrons pensent qu'il est possible de lutter véritablement contre ces inégalités sociales. Il n'en ressort pas moins un constat amer : la plupart des dirigeants ont la perception d'une société française actuellement injuste (80 %) et divisée (74 %).

Plus de précarité et un modèle social de redistribution peu efficace

La part des emplois précaires a aussi augmenté en dix ans selon 83 % des chefs d'entreprise. Une majorité (55 %) considère même qu'elle a beaucoup augmenté. En outre, 53 % estiment que la loi El Khomri va accroître la précarité des salariés.

Si l'INSEE fixe le seuil de pauvreté à un peu moins de 1 000 euros pour une personne seule, soit 14 % de la population française, les petits patrons surestiment ce niveau. Ils sont en effet 65 % à penser qu'un revenu de 1 500 euros par mois est nécessaire pour ne plus être pauvre et 60 % à estimer qu'il y a plus de 16 % de pauvres en France.

Les petits patrons ont une vision partagée du modèle social français de redistribution. Seulement 40 % déclarent qu'il permet d'aider efficacement ceux qui en ont vraiment besoin. Ils sont 39 % à l'estimer trop généreux, 30 % adapté et 25 % pas assez généreux.

Malgré la reconnaissance de la précarité des français en termes d'emploi, les dirigeants de TPE jugent massivement (70 %) que la durée d'indemnisation de 23 mois peut inciter les chômeurs à ne pas chercher un travail aussi efficacement qu'ils le pourraient.

Un accueil mitigé des nouvelles formes de travail

Une majorité des chefs d'entreprise (61 %) est favorable au remplacement des CDD et des CDI par un contrat de travail unique. Un nombre légèrement moins important **(55 %) opterait pour la possibilité de remplacer des CDD par des auto-entrepreneurs, avec certaines conditions dans la rupture du contrat.**

Une évolution des formes de travail peut-elle favoriser l'accès à l'emploi des populations précaires ? Face à cette question, les patrons de TPE sont sceptiques, ces dernières ne faisant pas l'unanimité : 50 % jugent que oui pour le télétravail, 45 % pour le développement des prestations de freelance payées à la tâche, 44 % pour le développement de contrat de mission. **59 % déclarent qu'elles peuvent faire diminuer le chômage, mais avec comme corollaire une précarité accrue des actifs et 18 % qu'elles risquent d'accroître le chômage.**

Si 63 % des patrons interrogés estiment que les opportunités ouvertes par le numérique et les nouvelles technologies peuvent permettre de recréer une dynamique de croissance, seuls 44 % pensent qu'elles permettront une nouvelle forme de cohésion sociale.

Méthodologie de l'étude

Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 11 au 26 avril 2016. **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Fiducial

FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs.

Créée en 1970 par Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, FIDUCIAL s'est développée grâce à une dynamique de **croissance ininterrompue depuis plus de 40 ans**. En Europe, ses 11 000 collaborateurs servent **273 000 clients**.

La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui a permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque et du conseil financier, de l'informatique et de la technologie, de la sécurité, de l'immobilier et du monde du bureau.

Présente sur tout le territoire national avec **une agence tous les 30 kilomètres**, FIDUCIAL est le véritable partenaire des chefs d'entreprise et, grâce à son offre globale, leur permet de se consacrer pleinement à leur métier.

Contacts presse :

Agence CorioLink :

Pierre Alibert - Tél. : 06 87 40 90 76 - Email : pierre.alibert@coriolink.com

Justine Boiramier - Tél. : 06 35 66 16 86 - Email : justine.boiramier@coriolink.com

